

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 213 - 4 février 2009

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Le congrès du NPA, au moment où tout peut basculer...

Vendredi 6 février, et pour trois jours, va s'ouvrir le congrès fondateur du NPA. Une semaine après la journée de grèves et de manifestations du 29 janvier, au cours de laquelle deux millions et demi de manifestants, dans les rues de plus de 200 villes, ont crié leur colère et leur révolte contre les responsables de la situation économique et la politique du gouvernement à leur botte, et affirmé haut et fort leur refus de payer « leur crise ».

Par cette journée de manifestations, le monde du travail a inauguré à sa façon le Forum économique mondial de Davos qui commençait le lendemain et où les grands de ce monde ont pris l'habitude de se retrouver, une fois par an, pour parler affaires et s'auto-congratuler sur leur puissance et leur richesse. Mais cette année, d'après la presse, « *présidents, ministres et patrons ont eu du mal à cacher leur désarroi [...] face à une crise qui menace la mondialisation tant célébrée année après année dans la station de sports d'hiver suisse* ». Il paraît même que « *l'ambiance du rendez-vous de l'élite mondiale de la politique et des affaires a été cette année plus sobre, avec des soirées moins fastueuses et des buffets revus à l'économie* »...

D'une part, les masses de salariés, de jeunes, de retraités, dans la rue, exprimant leur opposition à la politique de Sarkozy et du patronat ; d'autre part, à l'abri des hôtels de luxe de Davos, protégés par une nuée de flics et de militaires, une poignée de « *décideurs* » économiques et politiques impuissants face à une situation qui leur échappe... Une image en raccourci de la crise sociale et politique qui se développe, conséquence de la crise financière et économique qui s'aggrave jour après jour.

Une image du contexte politique et social dans lequel vont se dérouler les débats de notre congrès, et qui en définit clairement les enjeux.

« Aux riches de payer leur crise ! »

Le nombre de manifestants, la diversité des secteurs représentés, avec de nombreux salariés d'entreprises privées, la colère qui se manifestait dans les slogans, les pancartes et banderoles, sont le signe que l'idée qu'il n'y a pas d'autre solution que d'imposer par la lutte nos propres revendications, fait son chemin dans la conscience de bien des travailleurs... L'idée aussi de la nécessité de la convergence des luttes, d'un grand « tous ensemble ». Aux appels du gouvernement à se « serrer les coudes », les travailleurs répondent en exigeant des salaires décents, le maintien des emplois dans le public comme dans le privé, la fin de la casse des services publics...

Cette évolution des consciences vient de connaître un saut qualitatif, un basculement qui pose les premiers jalons d'un changement du rapport de force. Un nouveau sentiment collectif est né. Dans la grève et dans la rue, des centaines de milliers de femmes, d'hommes, de jeunes, se sont retrouvés pour partager leur colère et leur révolte. Ils ont, ensemble, franchi un nouveau pas pour conquérir leur indépendance politique. Le mouvement de décembre des lycéens et des enseignants, soutenus par les parents d'élèves, préparait cette étape. Et c'est bien parce que les confédérations syndicales avaient pris acte de cette radicalisation qu'elles avaient alors décidé d'appeler en commun à la journée de grève et de manifestations du 29 janvier.

Une journée dont se sont emparés militants et salariés pour en faire un immense mouvement de protestation. Et bien que le slogan « *la crise c'est eux, la solution c'est nous tous* » des banderoles de tête ne soit pas sans ambiguïté - il est bien évident que le gouvernement et le patronat n'ont pas d'autre « *solution* » à la crise que « *nous tous* », aggraver nos conditions d'exploitation en « *gardant le cap des réformes* », comme l'a dit Fillon -, pour l'immense majorité des manifestants, le sens profond ne faisait aucun doute : aux riches de payer leur crise !

Le PS a profité de l'occasion pour tenir une des promesses d'Aubry lors de sa campagne pour la direction du PS : retourner dans les manifs. Tant mieux. Mais le « *plan de relance* » que le PS oppose à celui de Sarkozy, et qui n'est qu'une autre façon de faire la même politique, ne trompe personne, comme en témoignent les réactions narquoises de bien des manifestants à l'égard des dirigeants du PS présents dans les manifs.

Le succès de la journée du 29, la force du ras-le-bol social qu'elle exprime, montre à quel point les conditions seraient réunies pour faire reculer le gouvernement, le contraindre à remballer ses réformes. Mais les directions des confédérations syndicales, fidèles à leur politique de « *dialogue social* » et de « *syndicalisme de proposition* » ne l'entendent pas de cette oreille : on nous explique qu'il faut que Sarkozy « *entende* » les « *demandes de la population* », et qu'il consente, dans les « *discussions à venir* », à les « *prendre en compte* ».

L'intersyndicale, qui s'est réunie lundi 2 pour envisager la suite, a décidé, comme on pouvait s'y attendre, « *d'agir dans la durée* »... C'est-à-dire d'attendre le discours de Sarkozy jeudi, puis de se réunir à nouveau pour envisager l'éventualité d'une nouvelle journée d'action qui, au mieux, aurait lieu début mars. Comme le dit Maryse Dumas, de la CGT, « *on veut bien faire comprendre au gouvernement que la balle est dans son camp* ». On ne saurait mieux définir la politique des confédérations : laisser, en permanence, l'initiative au gouvernement... Quelle dérobade !

Les enseignants-chercheurs des universités, rejoints par endroits par les étudiants, en ont décidé autrement. Ils ont manifesté, lundi 2, et appellent à la grève reconductible et à des manifestations contre les attaques de Péresse.

Le mouvement qui a manifesté sa force dans la rue en France le 29 est loin d'être isolé. En Espagne, en Angleterre, en Russie, des travailleurs manifestent contre la politique des gouvernements face à la crise. La Guadeloupe est paralysée pour une grève générale pour le « *pouvoir d'achat* » depuis une quinzaine de jours...

Tout est en train de basculer et l'enjeu des batailles politiques est de donner au mouvement conscience de sa force, de la légitimité de ses exigences. Il est l'occasion, face aux politiques des classes dominantes, de formuler ensemble une autre perspective, de mobiliser les moyens de la mettre en œuvre.

Davos, ou le capitalisme dans l'impasse

Et c'est une des craintes qui s'est fortement exprimée à Davos. Evoquant la journée de grève du 29 en France, Kofi Annan commente : « *Il y a de la peur, il y a de la colère* »... La peur des patrons et de leurs amis face à la colère des exploités.

La ministre des finances, Lagarde, juge que « *La situation actuelle comporte deux risques majeurs : des troubles sociaux et le protectionnisme* ». Pour faire face aux troubles sociaux, elle préconise : « *Nous devons indiquer trois ou quatre sujets sur lesquels nous agissons et pas seulement sur lesquels nous serons d'accord* »..., ajoutant, avec le mépris social qui la caractérise, qu'il faudrait que ces mesures soient « *vendables en termes politiques* » aux « *opinions publiques* »... Une anticipation, certainement, du « *plan de relance en 1000 points* » que Fillon a essayé de vendre lundi à Lyon.

Du point de vue des solutions concrètes à la crise, les participants au Forum n'ont finalement pu que constater, une fois de plus, leur impuissance face à la situation dont ils sont responsables. C'est le système capitaliste dans son ensemble qui est remis en cause, y compris dans l'esprit de ses propres défenseurs.

Ce que confirme l'intervention de Tony Blair qui se sent obligé d'affirmer que « *le système financier a failli, mais pas le concept de la libre-entreprise* »... Et plus encore celle du président de la banque HSBC qui a prévenu que « *Les principales victimes (d'un abandon du capitalisme) seraient les marchés émergents, les pays pauvres qui dépendent de l'investissement étranger* »...

Que le patron d'une des plus grosses banques mondiales en vienne à envisager « *un abandon du capitalisme* » et se sente tenu d'en contester la validité donne la mesure de la façon dont le grand patronat envisage la gravité de la crise et des ses implications, et de la frousse qu'il en a.

Denis Kessler, patron de la société d'assurances SCOR et dirigeant du MEDEF, écrit dans *les Echos* du 26 janvier : « *Il n'y aura pas de rebond, de sursaut ou même de frein à la crise en 2009. ... Cette crise n'est pas conjoncturelle, il ne s'agit pas d'une des fluctuations issues du cycle des affaires classique. Nous vivons une crise historique, au sens fort du terme. Nous sommes à un nœud de l'histoire, qui voit s'achever la longue phase commencée après la Seconde Guerre mondiale et dont l'issue sera une nouvelle phase, profondément différente, qui marquera la première moitié du XXI^e siècle. C'est la première crise globale, tous les secteurs, tous les pays, tous les continents sont concernés. C'est la conséquence de l'intégration réalisée depuis vingt ans de tous les pays dans l'Economie Monde, de l'élargissement et de l'interconnexion de tous les marchés des produits, des services, des capitaux.* »

Voilà qui résume d'une façon claire la situation, du point de vue du capitalisme : il n'y aura pas de rémission à la crise, la purge ira jusqu'au bout sans que quiconque puisse s'y opposer... Sous entendu, il n'y a pas d'autre solution, pour nous capitalistes, que d'attendre que ça passe, en essayant de sauver ses meubles...

Mais la crise, c'est le chômage qui monte de façon vertigineuse, nourrissant la contestation sociale. Une estimation récente du BIT (Bureau international du travail) et de l'OCDE évalue qu'il y aura entre 20 et 25 millions de chômeurs de plus dans le monde d'ici à 2010, avec un record de 210 millions de personnes fin 2009. Et selon les chiffres « officiels » du gouvernement, le nombre d'inscrits à l'ANPE aurait augmenté de plus de 200 000 en 2008, dont plus de 45 000 en décembre.

Alors, ajoute Kessler, « *la situation n'en est pas moins pleine de dangers pour le capitalisme lui-même, ... il faut éviter que la crise ne dégénère, car cela pourrait se traduire, hélas, par la montée de tensions et de conflits, de toute nature... Comme souvent dans ce genre de situation, l'Histoire hésite actuellement entre la voie salutaire de la coopération et la voie suicidaire de la confrontation* »...

Un parti pour la lutte de classe, jusqu'au bout

Bien au-delà du symbole, la coïncidence de la journée du 29 et de forum de Davos, constitue un « état des lieux » social, économique, politique de la situation, la réalité de deux mondes fondamentalement opposés, dans un contexte de crise qui accentue les contradictions, les met au grand jour.

En patron conscient de ses intérêts, Kessler pose parfaitement l'alternative politique qui est ouverte : ou la « *coopération* », le dialogue social, autrement dit la collaboration de classe, l'assujettissement de nos intérêts de salariés à ceux du patronat ; ou la « *confrontation* », l'affrontement de classe, seule solution pour imposer un véritable plan d'urgence sociale, pour leur faire payer leur crise.

C'est à cette seconde alternative qu'il s'agit de donner un contenu politique et organisationnel concret, et c'est un des enjeux de notre congrès : construire un parti qui soit en même temps l'expression et l'instrument de la montée sociale qui est en train de se construire et qui, avec des hauts et des bas, progresse indiscutablement.

Un parti pour préparer l'affrontement social auquel la situation sociale et politique conduit inexorablement, tout simplement parce que la question du pouvoir se pose de façon inexorable. La question de qui décide, d'une minorité de parasites impuissants et sujets au « désarroi », ou de l'immense majorité de la population, celle qui produit toutes les richesses.

Dans ce contexte, le congrès de fondation du NPA prend toute sa signification dans la perspective d'un renouveau démocratique et révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Eric Lemel

[Retour au sommaire](#)

Si **débat***militant* te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...